



Z2-00102
766610
Eco So His

Code épreuve : 245

Nombre de pages : 3

Session : 2024

Épreuve de : ESH NC ESSEC - HEC Paris.

Consignes

- Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer
- Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir
- Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)
- Numéroté chaque page (cadre en bas à droite)
- Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre

" La stabilité économique est un meilleur indicateur du bien être d'une nation que le prix de sa monnaie en devises étrangères ", déclarait ROOSEVELT. Or la stabilité économique et la parité d'une monnaie peuvent toutes deux être influencées par des politiques publiques. Il apparaît alors nécessaire de mesurer leur efficacité. Ainsi, comment et pourquoi évaluer les politiques publiques ?

Une politique publique désigne une politique menée par l'Etat, ou les administrations publiques. Ces politiques diffèrent en fonction du rôle qui est attribué à l'Etat. En effet, les politiques menées par un Etat ne remplissant que ses fonctions régaliennes (armée, justice, police) seront très restreintes. Les politiques publiques peuvent se séparer en deux catégories : les politiques économiques et sociales. Les premières visent les objectifs du "carroi magique" de KALDOR, soit la maîtrise de l'inflation, la croissance, l'équilibre intérieur (chômage) et extérieur (balance des paiements). Depuis 2015, il est par exemple inscrit dans la loi anglaise que les régulateurs ont un "devoir de prudence", et que sa promotion doit être recherchée. D'autre part, les politiques sociales prennent de l'importance lorsque l'on se rapproche de "l'Etat Providence" (Emile OLLIVIER) défini par les trois fonctions de Robert MUGRAVE, à savoir la stabilisation, l'allocation, et la redistribution. Les politiques sociales correspondent donc aux mesures mises en place dans l'optique du respect de ces fonctions. La question de leur évaluation renvoie à la mesure de leur efficacité, dans une logique de résultats. Mais en ce

qui concerne leur évaluation, il faut avoir préalablement établi un arbitrage des objectifs : une mesure peut en effet avoir des effets positifs sur la croissance mais détruire des emplois.

Dans quelle mesure pouvons-nous évaluer les politiques publiques ? À quoi peut servir cette évaluation ?

Après avoir vu dans un premier temps qu'il existe des moyens objectifs d'évaluer les politiques publiques et d'en mesurer les effets (I), nous montrerons que leur évaluation présente des limites et peut n'être qu'approximative (II), mais qu'elle est essentielle, tant pour vérifier la soutenabilité de telles politiques que pour y apporter des rectifications (III).

+

+

+

L'évaluation des politiques publiques est rendue possible par l'existence de "règles" et d'indicateurs quantitatifs, d'où le rôle essentiel des agences de notation (A). Leur évaluation est également permise par l'analyse des crises (B).

L'existence de règles et d'objectifs nominaux permet une évaluation précise des politiques publiques économiques. Ces règles peuvent correspondre à des objectifs nominaux ou à des règles théoriques. Dans le premier cas, nous retrouvons par exemple des obligations sur le niveau des dépenses publiques. Pour les pays membres de l'Union Européenne, avec le traité d'Amsterdam (1997) fut convenu de ratifier au Pacte de Stabilité et de Croissance, qui stipule que la dette publique ne doit dépasser 60% du PIB, et le déficit public 3% du PIB. De cette manière, tout pays contournant à ces directives s'expose à des amendes,

illustrant une évaluation de ses politiques publiques n'ayant réussi à contenir les dépenses publiques. Par ailleurs, les membres de l'OTAN ont cette fois l'obligation de dépenser au moins 2% de leur PIB dans le secteur militaire. Il apparaît donc clair que ne pas atteindre ces objectifs constitue un manquement, et permet l'évaluation des politiques publiques. Deuxièmement, existent des règles théoriques à respecter, comme la "règle d'or" de FRIEDMAN :

$$\frac{\Delta P}{P} = \frac{\Delta N}{N} - \frac{\Delta Y}{Y}$$

avec : - $\frac{\Delta P}{P}$ l'inflation
 - $\frac{\Delta N}{N}$ la variation de la masse monétaire
 - $\frac{\Delta Y}{Y}$ la variation de la croissance

Comme l'inflation doit être nulle, des politiques économique ne permettant pas cet équilibre seraient mauvaises. Pour atteindre cet équilibre, l'Etat, via la Banque Centrale, peut jouer sur les taux d'intérêts directeurs lorsque cette dernière n'est pas indépendante. Il existe, pour évaluer le taux directeur, une autre "règle", celle de John TAYLOR :

$$i^* = r_{LT} + c_{CT} + \alpha (i_{CT} - i^*) + \beta (Y - Y^*)$$

avec : i^* le taux directeur à appliquer, r_{LT} le taux d'intérêt de long terme (2% aux Etats-Unis), i_{CT} le taux d'inflation, i^* le taux d'inflation cible, Y le taux de croissance et Y^* le taux de croissance potentielle (2,5%) aux Etats-Unis. α et β dépendent de l'importance accordée à l'inflation ou à la croissance. Les constantes sont égales à 0,5% depuis la loi HUNPHREY-HAWKINS établissant le double objectif de la FED.

Ces règles théoriques permettent alors une évaluation précise des politiques publiques. Mais il existe un autre moyen de les évaluer, l'analyse des crises

+

L'analyse des crises peut permettre d'évaluer les politiques publiques. On pourrait juger qu'un pays ne connaissant pas de crise a de bonnes politiques publiques. Pour autant, il se peut que les crises soient inévitables. C'est ce que soutiennent les

économistes JUGLAR - et ses cycles "majeurs" tous les 9 ans et KANDRATIEV - et ses cycles "longs" de 50 ans. SCHUMPETER (Business cycles, 1939), analyse ces cycles et en conclut que les crises du capitalisme sont inévitables. Ainsi, de "bonnes" politiques ne seraient pas celles qui les empêcheraient, mais celles qui faciliteraient la sortie de crise et limiteraient ses effets destructeurs. En ce sens, d'après l'étude de LANGOT et TRIPIER (2022) sur l'effet des politiques publiques à la suite de la crise du COVID-19, les politiques publiques ont permis de n'avoir un déficit public "que" de 115% du PIB, contre 145% du PIB s'il n'y avait pas eu de politiques de relance, et ce à cause d'une croissance amoindrie. En ce qui concerne la sortie de l'économie américaine, il fut d'abord question d'un "hard landing", puis d'un "soft landing" et maintenant d'un "no landing". En effet, la croissance américaine a tenu bon (environ 3,1% sur 2023) avec une inflation en baisse (malgré une hausse sur les deux derniers mois).

Pourtant, ce succès américain n'est pas uniquement dû aux "bonnes" politiques publiques. Il s'explique surtout par une consommation des ménages américains très importante. Cela témoigne de la complexité de l'évaluation des politiques publiques.

+

+

+

L'évaluation des politiques publiques présente des limites. Elle dépend d'abord d'arbitrages et des différents objectifs poursuivis par les pouvoirs publics (A). Il paraît ensuite compliqué de cibler les effets d'une seule mesure spécifique, en faisant abstraction de chocs exogènes (B), qui peuvent par ailleurs faire qu'une mauvaise politique puisse fonctionner, et inversement qu'une bonne politique puisse être néfaste (C).

En fonction des objectifs poursuivis par les pouvoirs publics, il peut s'avérer hardu d'évaluer une politique publique.

Copie anonyme - n°anonymat : 766610

Code épreuve : 245

Nombre de pages : 9

Session : 2024

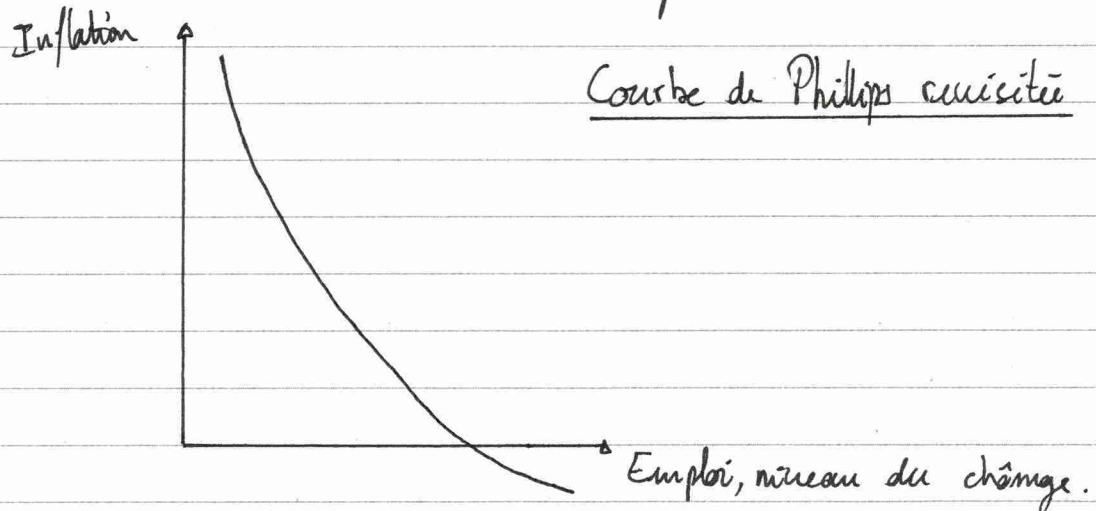
Emplacement
QR Code

Épreuve de : ESH NC ESSEC - HEC Paris.

Consignes

- Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer
- Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir
- Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)
- Numéroté chaque page (cadre en bas à droite)
- Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre

Une politique publique l'a pas un effet unique, où elle n'agirait que sur une seule variable, un seul indicateur. En réalité, les politiques publiques constituent en des arbitrages. Et en fonction de la période dans laquelle nous nous trouvons, une variable aura plus d'importance qu'une autre, rendant une politique publique tantôt positive tantôt négative. Prenons l'exemple de l'arbitrage entre l'inflation et le chômage. Il s'agit toujours d'un arbitrage, en vertu de la courbe de PHILLIPS revisitée par SOLOW et STANVELSON :



Dans le contexte quantitative de la monnaie :

$MV = PT$ avec : M la masse monétaire,

V la vitesse de circulation de la monnaie

P le niveau des prix

T le volume des transactions

de FISHER, il fallait à tout prix contenir l'inflation, et l'équilibre du chômage suivrait. Puis au cours du XX^{ème} siècle, une faible inflation (2%) a été considérée souhaitable. De fait, en fonction des objectifs, qui induisent au cours du temps, des politiques

publiques peuvent être considérées positives ou négatives pendant leur évaluation imparfaite. Et cela, à supposer que l'on puisse clairement associer la variation d'un indicateur à une mesure publique.

+

Au contraire, il est hardu d'identifier les effets d'une seule politique publique, nonobstant tout élément exogène. Tout d'abord, une politique peut n'être efficace que sur le long terme, et une vision court-termiste, relevant de "l'incohérence temporelle" de KYDLAND et PRESCOTT constituerait une mauvaise évaluation de la politique publique. Cela renvoie à la nécessité d'établir un "équilibre pluriannuel" selon KEYNES pour permettre une vision de plus long terme. Parcellément, il se peut qu'il y ait un "effet d'hystérèse" (BLANCHARD et SUMMERS), selon lequel un événement exogène et conjoncturel se transforme en quelque chose de structurel (notamment dans le cadre du chômage), et ce, sans intervention publique. Enfin, les gains d'une politique publique peuvent être diffus et toucher l'économie dans son ensemble, mais les coûts concentrés et supportés par une petite partie des individus cibles. C'est ce contre quoi François BOURGUIGNON (La marchandisation de l'inégalité) met en garde. La marchandisation augmente le pouvoir d'achat de tous, mais met au chômage une partie de la population. Ainsi, ce n'est pas parce qu'une politique publique a des effets négatifs, qu'elle devrait nécessairement être pointée du doigt. Cela soulève le problème inverse: une mauvaise mesure peut avoir des effets positifs et inversement.

+

De cette manière, une mauvaise politique publique peut avoir des effets négatifs, rendant son évaluation compliquée. Cela s'illustre par l'existence des bulles spéculatives. Selon André ORLÉAN, "on pourrait imaginer une situation dans laquelle

les agents seraient conscients de l'existence de la bulle, mais continueraient d'acheter". Cela renvoie au phénomène des "esprits animaux", illustré par le "Concours de beauté" de KEYNES (Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie, 1933). N'étant pas des êtres parfaitement rationnels,

les agents économiques peuvent ainsi ne pas agir comme les pouvoirs publics l'avaient prévu. Par exemple, il est incompréhensible que les ménages américains aient autant consommé, ce qui permet la bonne santé de l'économie américaine, alors que les taux directeurs de la FED auraient dû être baissés plus tôt selon la règle de TAYLOR.

Nous sommes donc en partie capables d'évaluer les politiques publiques. Mais cette évaluation comporte des limites. Qu'est-ce qui justifie alors son évaluation malgré les problèmes évoqués ?

+

+

+

Malgré sa limite, l'évaluation des politiques publiques est nécessaire pour contrôler les dépenses publiques (A), et pour remettre en cause certains arbitrages effectués par le passé, leur apportant des rectifications (B).

L'évaluation des politiques publiques se justifie par la nécessité de contrôler des finances publiques. En effet, toute politique est coûteuse et est financée par le contribuable, par le biais de prélèvements obligatoires représentant 47% du PIB en France. Elles doivent donc être efficaces. Car les dépenses publiques soulèvent également la question de la soutenabilité de la dette. François FILLON déclarait en 2007 : "je suis à la tête d'un Etat en faillite". Le déficit public était alors de 2,7% du PIB, contre 5,5% du PIB en 2023 et anticipé à 5,1% en 2024. Or Moody's et Eicht, deux agences de notation note ce vendredi 26 avril la France et l'abaissent de sa note conduisant à une hausse des taux

d'intérêt, augmentant la charge de la dette actuellement de plus de 50 milliards d'euros en passe de devenir le principal poste de dépenses publiques derrière l'éducation notamment (sans compter les dépenses sociales de retraites à 360 milliards d'euros). Par conséquent, une évaluation négative des politiques publiques pourrait conduire à la nécessité d'"enchaîner le Léviathan" comme le préconisait James BUCHANAN. Mais plutôt que de "l'enchaîner", cela peut permettre de remettre en cause certains arbitrages antérieurs.

+

Enfinement, l'évaluation des politiques publiques peut conduire à des remises en questions et rectifications. Il se peut que les pouvoirs publics soient accablés et que les moyens se transforment en fin. C'est ce que dénonce Joseph STIGLITZ (La grande désillusion, 2002). A la suite du "concours de Washington", le FNI a été accablé par un "fanatisme des marchés". C'est l'évaluation des politiques publiques qui a permis de mettre un terme à celle-ci et de ne plus considérer l'ouverture économique comme l'unique solution au développement. Toujours dans l'optique du développement ("le mouvement de tout le corps social vers le haut" selon ^{humain} NYRDAL), l'évaluation des politiques publiques peut permettre de modifier des idées préconçues. Alors que dans un rapport de PNUD était déclaré dans les années 2000 : "pour que le développement humain soit durable, il doit être continuellement soutenu par la croissance", cela est remis en question par l'évaluation des politiques publiques en faveur de la croissance mais favorisant la montée des inégalités, et n'étant pas la "marée montante qui soulève tous les bateaux" décrite par KENNEDY. Certains critiquent cette idée à l'instar de Timothée PARRIQUE (Paléto ou Perso, 2022) déclarant : "tenter d'éradiquer la pauvreté en favorisant la croissance revient à vouloir charger la direction d'une voiture en ajoutant de l'essence dans un réservoir déjà plein". L'évaluation des politiques permet donc de remettre en question des idées préconçues, offrant la possibilité de les rectifier. Les rectifications peuvent être incrémentales ou complètement structurelles, allant jusqu'à envisager une

Copie anonyme - n°anonymat : 766610

Code épreuve : 265

Nombre de pages : 9

Session : 2024

Emplacement
QR Code

Épreuve de : ESHNC ESSEC - HEC Paris

Consignes

- Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer
- Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir
- Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)
- Numéroté chaque page (cadre en bas à droite)
- Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre

décroissance.

+

+

+

Ainsi, il existe différents instruments capables d'évaluer les politiques publiques et leurs effets. Ceux-ci peuvent être objectifs avec des règles et des objectifs nominatifs, ou bien constituer une analyse des crises et plus précisément des sorties de crises. Pourtant, cette évaluation présente des limites puisqu'elle dépend de l'époque dans laquelle nous nous trouvons et des arbitrages qui sont faits. Il est également périlleux d'identifier les effets d'une politique publique en faisant abstraction aussi bien des autres politiques publiques que des événements exogènes, si bien qu'une mauvaise politique peut avoir des effets favorables sur l'économie. Malgré ses limites, l'évaluation des politiques reste nécessaire dans la mesure où elle permet de contrôler les finances publiques et de remettre en question certains arbitrages effectués par le passé, et parfois de les rectifier.

NE RIEN ÉCRIRE DANS CE CADRE

